

L'Allocation canadienne pour enfants : une politique pour améliorer la santé des enfants

**Mémoire conjoint sur la santé des enfants présenté au Comité
permanent de la santé (HESA)**

44^e législature, 1^{re} session, octobre 2022

Recommandations

En 2021, ce sont presque 1,4 million d'enfants de moins de 18 ans, répartis dans les 10 provinces, qui vivaient dans un foyer aux prises avec l'insécurité alimentaire. Étant donné l'inflation sans précédent des coûts des produits de première nécessité, cette situation s'est probablement aggravée à l'heure actuelle. Malgré des statistiques démontrant une réduction de la pauvreté infantile dans les dernières années, la tendance à la baisse s'est arrêtée. La surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada a révélé que de nombreuses familles avec enfants sont toujours incapables de subvenir à leurs besoins essentiels, comme une alimentation adéquate.

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) n'a pas réussi à protéger de nombreuses familles à faible revenu contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces circonstances ont de graves conséquences sur la santé immédiate et à long terme, le développement et la vie professionnelle et sociale des enfants.

Comme les données démontrent que l'insécurité alimentaire des ménages est un facteur déterminant pour la santé des enfants qui peut être grandement réduit par des politiques qui améliorent la situation financière des ménages à faible revenu, nous recommandons que le gouvernement fédéral :

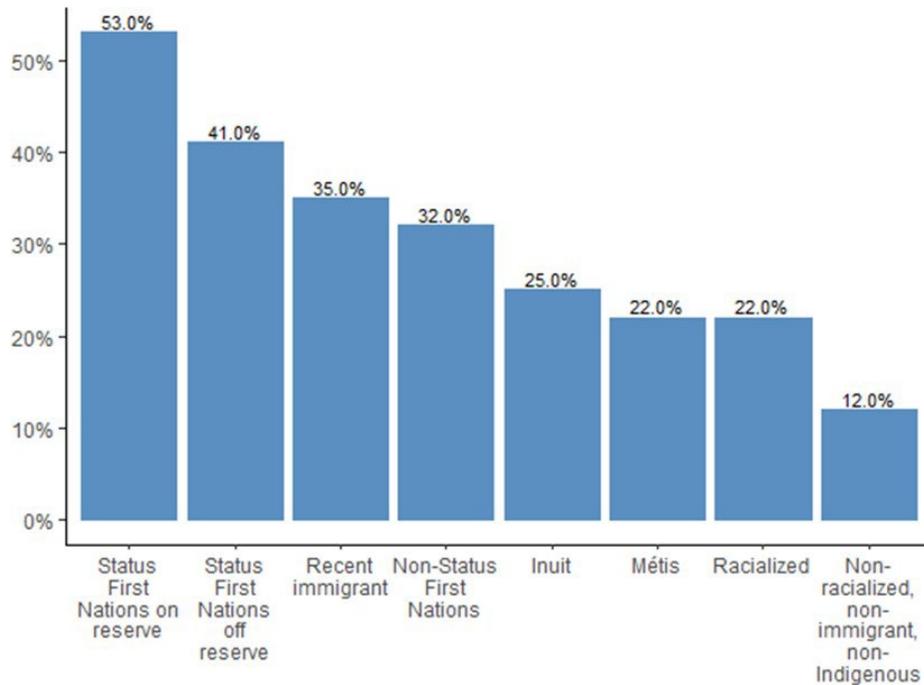
- 1. crée le Supplément de l'ACE pour mettre fin à la pauvreté décrit dans le [Budget fédéral alternatif 2023](#) pour décupler l'effet de l'ACE sur la réduction de la pauvreté;**
- 2. crée un supplément de l'ACE pour les communautés éloignées et nordiques pour remédier à la proportion extrêmement élevée de ménages en situation d'insécurité alimentaire et à la hausse du coût de la vie;**
- 3. élargisse l'accès à l'ACE :**
 - a. pour les familles dont le statut d'immigration est précaire en abrogeant les dispositions législatives qui assujettissent l'admissibilité à l'ACE au statut d'immigration;**
 - b. en agrandissant le cercle de personnes pouvant attester du lieu de résidence d'un enfant et en s'assurant que la parenté, les personnes qui s'occupent d'enfants conformément aux traditions et les familles qui s'occupent d'un enfant sans entente officielle aient accès à l'ACE.**

Contexte — La pauvreté infantile et l'insécurité alimentaire au Canada

Des familles doivent vivre sans pouvoir satisfaire leurs besoins fondamentaux en raison de revenus insuffisants. En 2019, 17,7 % (1 313 400 millions) d'enfants, ou près d'un enfant sur cinq, vivaient dans des familles à faible revenu selon la Mesure de faible revenu de la famille de recensement, après impôt (MFRFR-ApI). Ces familles vivaient dans une plus grande pauvreté qu'il y a près d'une décennie, c'est-à-dire que leurs revenus s'étaient encore plus éloignés du seuil de pauvreté. Par exemple, une mère seule avec deux enfants aurait eu besoin, en moyenne, d'un montant supplémentaire de 13 262 \$ par année après impôt pour élever son revenu jusqu'à la MFRFR-ApI^[1].

Les taux de pauvreté et de pauvreté infantile sont beaucoup plus élevés parmi les groupes qui font face à de la marginalisation systémique, dont les Premières Nations, les Inuits, les Métis, les groupes racialisés, les immigrants récents et les nouveaux arrivants, les familles monoparentales dirigées par une femme et les personnes handicapées. Le groupe composé de personnes qui ne s'identifient pas comme Autochtones ou personnes racialisées ou immigrantes est le seul dont le taux de pauvreté infantile est inférieur à la moyenne nationale de 12 % (figure 1).

Figure 1. Pauvreté infantile selon le statut d'Autochtone et l'identité raciale, 2016.



ENGLISH	FRANÇAIS
Status First Nations on reserve	Premières Nations inscrites situées dans des réserves
Status First Nations off reserve	Premières Nations inscrites situées en dehors des réserves
Recent immigrant	Immigrant récent
Non-Status First Nations	Premières Nations non inscrites
Inuit	Inuits
Métis	Métis
Racialized	Personnes racialisées
Non-racialized, non-immigrant, non-Indigenous	Personnes non racialisées, non immigrantes, non Autochtones
<i>Replace dots with commas in numbers and add a space before the % sign</i>	

(53,0 %)	
----------	--

Source : Statistique Canada. Recensement de 2016. Tableau personnalisé, selon les données incluses dans le rapport « [Towards Justice: Tackling Indigenous Child Poverty in Canada](#) » d'Upstream, 2019.

Parallèlement, les écarts de revenus se creusent partout au Canada. En 2019, le décile le plus élevé de familles avec enfants avait un revenu moyen de 231 000 \$ tandis que le décile inférieur avait un revenu moyen de 14 000 \$^[1].

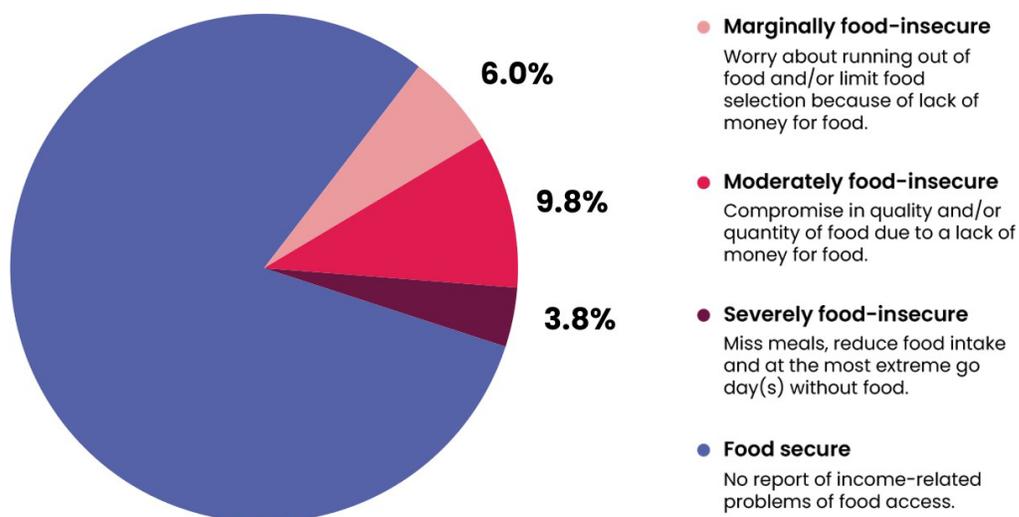
L'insécurité alimentaire des ménages, de la manière dont elle est mesurée et surveillée au Canada, fait référence à un accès incertain ou inadéquat à la nourriture en raison de contraintes financières^[2]. Elle révèle les expériences vécues par les ménages et nous indique s'ils ont les moyens ou non de s'acheter de la nourriture à la fin de la journée, un élément qui, ajouté aux mesures du faible revenu, nous permet de mieux comprendre la pauvreté au Canada. Elle reflète les circonstances matérielles plus larges des ménages, en tenant compte du montant et de la stabilité des revenus, des actifs comme la propriété et des autres ressources dont un ménage pourrait faire usage, ainsi que du coût de la vie.

Bien qu'on estimait auparavant que l'insécurité alimentaire était un problème de nourriture, la privation vécue par les ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire va bien au-delà de la nourriture. Lorsqu'un ménage apparaît dans ces statistiques, il est probable qu'il fasse également des compromis dans ses dépenses pour d'autres produits de base, comme le logement^[3] et les médicaments sous ordonnance^[4].

Au Canada, la seule présence d'enfants dans un ménage augmente la probabilité d'insécurité alimentaire. Les familles les plus à risque sont celles qui répondent aux critères suivants : faible revenu, peu d'actifs, faible scolarisation, en location, monoparentalité, identification à un groupe autochtone ou racialisé et recours à l'aide sociale ou à l'assurance emploi^[2].

En 2021, 5,8 millions de Canadiens répartis dans les 10 provinces, dont près de 1,4 million d'enfants de moins de 18 ans, vivaient dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire^[2]. Cela signifie qu'un enfant sur cinq vivait dans un ménage qui avait de la difficulté à mettre de la nourriture sur la table en raison d'un manque d'argent. Plus de deux tiers de ces enfants, soit près d'un million d'enfants, vivaient dans un ménage aux prises avec une insécurité alimentaire modérée ou grave (figure 2)^[5].

Figure 2. Pourcentage d'enfants vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les dix provinces, 2021.

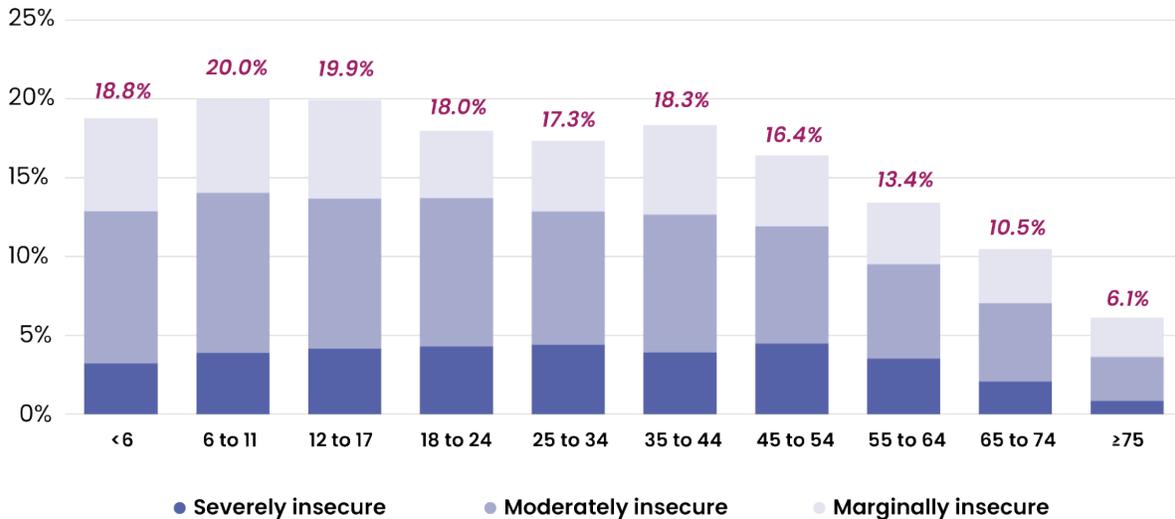


ENGLISH	FRANÇAIS
Marginally food-insecure	Insécurité alimentaire minime
Worry about running out of food and/or limit food selection because of lack of money for food	Crainte de manquer de nourriture ou de devoir restreindre les choix alimentaires en raison d'un manque de ressources financières.
Moderately food-insecure	Insécurité alimentaire modérée
Compromise in quality and/or quantity of food due to a lack of money for food	Réduction de la qualité ou de la quantité des aliments consommés en raison d'un manque de ressources financières.
Severely food-insecure	Insécurité alimentaire grave
Miss meals, reduce food intake and, at the most extreme, go day(s) without food	Sauter des repas, apport alimentaire réduit et dans les pires cas, passer un ou plusieurs jours sans nourriture.
Food secure	Sécurité alimentaire
No report of income-related problems of food access.	Aucun problème d'accès à la nourriture signalé.
<i>Replace dots with commas in numbers and add a space before the % sign (6,0 %)</i>	

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu - 2020. [Tableau 13-10-0835-01. Insécurité alimentaire selon le groupe d'âge et le sexe.](#)

De plus, l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les enfants que parmi tout autre groupe d'âge (figure 3). Les Canadiens de moins de 18 ans ont trois fois plus de risque de vivre dans un ménage souffrant d'insécurité alimentaire que ceux de plus de 75 ans.^[2]

Figure 3. Pourcentage de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire par groupe d'âge, 2021.



ENGLISH		FRANÇAIS	
Severely insecure		Insécurité grave	
Moderately insecure		Insécurité modérée	
Marginally insecure		Insécurité minime	
<i>Replace dots with commas in numbers and add a space before the % sign (18,8 %)</i>			
<i>Replace "to" with "à" (6 à 11)</i>			

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu - 2020. Tableau personnalisé selon les données incluses dans le rapport « [Household Food Insecurity in Canada, 2021](#) » de Tarasuk, Li & Fafard St. Germain, 2022.

Les données recueillies en 2021 sur le pourcentage d'enfants vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les territoires ne sont pas accessibles au public pour le moment. Toutefois, des enquêtes antérieures indiquent que les chiffres sont très élevés, en particulier au Nunavut. En 2017-2018, près de 80 % des enfants du Nunavut souffraient d'insécurité alimentaire.^[6]

Les conséquences de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire sur la santé des enfants

Des décennies de recherches ont démontré la gravité et l'ampleur des effets de la pauvreté infantile. En 2019, un rapport consensuel de spécialistes réunis par la National Academies of Sciences, Engineering and Medicine des États-Unis concluait que « en très grande majorité... en moyenne, un enfant qui grandit dans une famille dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté obtient de pires résultats qu'un enfant qui grandit dans une famille plus riche dans pratiquement toutes les sphères, que ce soit la santé physique et mentale, le niveau de scolarité, la réussite sur le marché du travail,

les comportements à risque et la délinquance »^[7].

De plus, il a été démontré qu'une société hautement inégalitaire est toxique non seulement pour les enfants qui grandissent dans des familles à faible revenu, mais également pour tous les autres enfants : ces inégalités accroissent le stress et l'anxiété chez les jeunes^[8].

Les désavantages en matière de santé associés à la sécurité alimentaire dépassent les désavantages liés à un faible revenu et ils se manifestent dès la naissance : les nourrissons dont la mère souffre d'insécurité alimentaire sont davantage susceptibles d'être traités dans les services d'urgence^[9], car ces mères sont incapables de suivre les recommandations quant à une alimentation optimale pour leur nourrisson^[10]. Les enfants en situation d'insécurité alimentaire ont une alimentation de piètre qualité par rapport aux enfants qui vivent dans des ménages en situation de sécurité alimentaire^[11]. Ils sont également plus à risque de souffrir d'hyperactivité et de troubles de l'attention^[12], d'avoir de mauvais résultats scolaires^{[13][14]} et de souffrir de graves problèmes de santé mentale^[15].

Chez les adolescents canadiens, les risques de souffrir de troubles émotionnels, de troubles de l'humeur et de troubles d'anxiété, de dépression et d'idées suicidaires augmentent avec la gravité de l'insécurité alimentaire du ménage^[16]. De plus, les effets se font sentir pendant longtemps : vivre une grave insécurité alimentaire pendant l'enfance fait plus que doubler la probabilité de dépression chez les jeunes adultes, même en tenant compte des autres différences dans la santé et les caractéristiques sociodémographiques^[15].

Comme l'insécurité alimentaire et la pauvreté chez les familles avec enfants du Canada sont des déterminants sociaux puissants, et entièrement évitables, l'importance de les réduire ne pourrait être remise en question.

L'Allocation canadienne pour enfants : une politique pour améliorer la santé des enfants

Il a été démontré à mainte fois que les politiques qui augmentent les ressources financières des ménages à faible revenu réduisent les taux d'insécurité alimentaire chez les familles canadiennes. Parmi ces politiques, citons les bonifications des allocations fédérales^{[17][18][19]} et provinciales pour enfants^[20], l'amélioration des prestations d'aide sociale^{[21][22]} et la hausse du salaire minimum^[22].

Contrairement à la croyance populaire selon laquelle on peut remédier aux problèmes d'insécurité alimentaire par les banques alimentaires, les programmes de repas ou tout autre programme d'alimentation, les données démontrent clairement que les interventions de nature alimentaire n'ont aucun impact sur la prévalence ou la gravité de l'insécurité alimentaire au Canada^{[23][24]}. Pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire, il faut remonter aux racines du problème.

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est le principal paiement de transfert fédéral qui soutient les familles à faible revenu et un des principaux éléments de la Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté. L'ACE n'a pas été conçue pour réduire l'insécurité alimentaire, et la prévalence globale de l'insécurité alimentaire parmi les familles canadiennes n'a pas changé après son introduction^[17]. L'ACE perd également de son pouvoir à réduire la pauvreté infantile^[11].

Toutefois, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave (c.-à-d. privation extrême de nourriture) parmi les familles à faible revenu avec enfants a chuté du tiers à la suite de l'introduction de l'ACE^[17]. Cette constatation met en lumière un fait que les travailleurs de première ligne savent depuis longtemps : lorsque les familles pauvres ont plus d'argent, elles le dépensent sur la nourriture et les autres biens essentiels.

Le problème comporte deux volets : 1) l'ACE ne fournit pas suffisamment d'argent pour permettre aux familles d'atteindre la sécurité alimentaire et 2) les familles provenant de communautés systématiquement marginalisées ont de la difficulté à y accéder.

L'ACE pourrait être un outil plus efficace pour protéger les familles vulnérables contre l'insécurité alimentaire et pour réduire la pauvreté si le montant était augmenté pour les familles ayant les revenus les moins élevés et si l'accès aux familles marginalisées était garanti.

Les récentes décisions sur l'ACE contrastent fortement avec la nécessité évidente d'accorder la priorité au soutien pour les familles ayant les revenus les plus faibles et avec la réalité des taux élevés d'enfants de plus de 6 ans vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire (figure 2). La prestation unique de 300 \$ versée en 2020 aux familles ayant un revenu net allant jusqu'à 307 960 \$ (un seuil beaucoup plus élevé que celui de 195 460 \$ avant la modification apportée à la *Loi de l'impôt sur le revenu*) aurait pu être mieux ciblée pour les familles à faible revenu^[25]. L'ACE supplément pour jeunes enfants (ACESJE) de 2021 et les prestations de base plus élevées pour les familles avec des enfants de moins de 6 ans ne tiennent pas compte des besoins des familles avec des enfants plus vieux^[26].

L'indexation de l'ACE à l'inflation en 2018, deux ans avant la hausse prévue, est importante pour garantir que les prestations suivent la hausse du coût de la vie. Toutefois, les grandes différences dans le coût de la vie, l'ampleur de la pauvreté et les obstacles systémiques à l'accès selon l'emplacement géographique doivent être reconnus pour optimiser l'efficacité de l'ACE.

Mémoire préparé par :

CAMPAIGN 2000
END CHILD & FAMILY POVERTY

Campaign 2000: End Child and Family Poverty est une coalition pancanadienne diversifiée de plus de 120 organismes qui travaillent à mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles. Nous sommes généreusement hébergés par Family Service Toronto, un grand organisme multiservices qui dessert la région de Toronto.

Web : <https://campaign2000.ca/>

PROOF | FOOD INSECURITY
POLICY RESEARCH

Courriel :

campaign2000@familyservicetoronto.org Twitter :
[@campaign2000](https://twitter.com/campaign2000)

*PROOF est une équipe de recherche
interdisciplinaire qui étudie l'insécurité alimentaire
des ménages au Canada, dirigée par Valerie
Tarasuk (Ph. D.) de l'Université de Toronto.
L'objectif de ce programme de recherche est de
définir des approches stratégiques efficaces pour
réduire l'insécurité alimentaire des ménages.*

Web : <https://proof.utoronto.ca/>

Courriel : proof@utoronto.ca

Twitter : [@proofcanada](https://twitter.com/proofcanada)